

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Assemblée nationale : la réforme de l'ONE défendue par Madeleine Berre

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

QUATRE innovations majeures sous-tendent le projet de loi portant réorganisation de l'Office national de l'emploi (ONE), défendu hier par la ministre de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et de la Formation professionnelle, Madeleine Berre, devant les membres de la Commission de la Santé, de l'Education, des Affaires sociales et culturelles de l'Assemblée nationale.

Une réforme qui, a-t-elle précisé, vise à promouvoir et à accompagner les efforts de la politique de l'emploi initiée par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Tout en renforçant les capacités opé-

rationnelles de l'ONE en vue de la modernisation et de l'amplification du dispositif d'aide d'accès à l'emploi des jeunes. En mettant en œuvre des mesures spécifiques prises par le gouvernement en matière d'insertion et de réinsertion professionnelles des demandeurs d'emploi.

De manière concrète, a-t-elle fait valoir, ces innovations s'articulent autour du changement de dénomination de " l'ONE qui devient le Pôle national de promotion de l'emploi (PNPE), afin de mieux prendre en compte l'extension des missions de cet organisme. L'élargissement de son champ d'action répond à l'ambition du gouvernement de lutter contre la précarité, la pauvreté et l'exclusion sociale. La diversification de ses sources de financement en vue de rendre plus attractif l'offre de service auprès

du public et soutenir le dispositif d'accès à l'emploi pour atteindre les objectifs fixés par le Plan d'accélération de la transformation (PAT)...".

Ce qui, tout naturellement, a suscité un certain nombre de réactions de la part des élus du peuple. Lesquels se sont interrogés, entre autres, sur la pertinence et la portée réelle du changement de dénomination de l'ONE en termes d'efficacité et de rentabilité. Tout en réclamant qu'un contrôleur financier y soit nommé, de manière à ce que l'orthodoxie financière soit de mise au sein du PNPE.

Madeleine Berre s'est voulue rassurante en réaffirmant la volonté du gouvernement de faire du PNPE, une structure véritablement performante, et répondant pleinement aux préoccupations des usagers.



Photo : Sylvain Maganga

La ministre de l'Emploi, Madeleine Berre (g), défendant le projet de loi au palais Léon Mba.

Crise dans l'Education : Barro Chambrier appelle les acteurs au retour à la négociation

L'APPEL a été récemment lancé sur sa page Facebook, estimant que la situation est devenue "gravissime".

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

LA crise dans le secteur de l'Education nationale, consécutive au mouvement de grève qu'observent depuis la rentrée scolaire plusieurs structures syndicales, devient de plus en plus préoccupante. Et l'escalade enregistrée depuis lors et ayant abouti à une radicalisation des positions entre les syndicats et le gouvernement et à un bras de fer, ne laisse plus indifférents. Loin s'en faut. C'est ainsi que de plus en plus de voix s'élèvent pour proposer des pistes de sortie de crise...

Dans cette perspective, les interventions viennent de tous les pans de la société. Entre autres, la société civile à travers les associations des parents d'élèves ; et les acteurs politiques, notamment les leaders des partis politiques. C'est le cas, récemment, du président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier. Sur



Photo : DR/L'Union

Alexandre Barro Chambrier appelle à un retour à la table des négociations.

sa page Facebook, ce dernier est revenu sur cette crise qui secoue l'Education nationale et qui inquiète davantage quant au sort de la présente année scolaire.

Tout en estimant que face à cette situation devenue "gravissime", le gouvernement feint d'ignorer les revendications "justes" et "légitimes" des enseignants, le leader du RPM lance une invite aux autorités. "J'appelle le gouvernement à se ressaisir afin de trouver des

solutions idoines. Les menaces et autres ne sauraient être une solution appropriée à la sortie de crise", soutient Barro Chambrier.

Et de poursuivre : "Chacun, en son âme et conscience, doit prendre conscience de l'importance de la crise que traverse le secteur de l'éducation, et j'invite l'ensemble des acteurs à retrouver la table des négociations pour sortir l'école gabonaise de la léthargie dans laquelle elle se trouve aujourd'hui".

Le CSAIG dément les allégations de l'Union Nationale

DANS un communiqué parvenu hier à notre rédaction, cette confession religieuse s'insurge aussi contre l'immixtion inédite d'un parti politique dans ses affaires.

Dans un communiqué de l'Union Nationale, parti politique gabonais, signé de son Secrétaire Exécutif, Monsieur Maxime Zima Ebeyard, le Conseil Supérieur des Affaires Islamiques du Gabon apprend avec stupeur et grand étonnement que l'arrestation de Monsieur Fortuné Edou Essono « est liée aux dénonciations des malversations financières supposées au sein du Conseil Supérieur des Affaires Islamiques du Gabon qu'il avait engagées avec ses amis ».

Le CSAIG dément catégoriquement toute implication de près ou de loin dans cette arrestation si elle était avérée.

Le CSAIG rappelle qu'il est une institution religieuse au même titre que toutes les institutions religieuses de ce pays et mérite de ce fait le même respect et la même considération de la part des citoyens et des organisations gabonais.

Le CSAIG trouve surprenant qu'un parti politique puisse porter des accusations d'une telle gravité contre une institution religieuse sans en rapporter la moindre preuve.

Le CSAIG voit dans ces accusations mensongères de la part de l'Union Nationale la suite logique de la campagne de dénigrement dont lui, son président et certains de ses membres les plus influents sont actuellement l'objet de la part de compatriotes n'appartenant pas à l'Islam.

Le CSAIG fustige cette attitude et rend l'Union Nationale comptable et responsable de ces actions de déstabilisation dans la mesure où celle-ci vient d'affirmer aux yeux de tous que Monsieur Fortuné Edou Essono, qui a pris la tête de cette campagne anti islam au Gabon, est l'un de ses membres et responsables.

Le CSAIG prend à témoin l'opinion nationale sur les dangers insoupçonnés de cette immixtion inédite d'un parti politique, l'Union Nationale en l'occurrence, dans les affaires d'une confession religieuse au Gabon, l'Islam en l'espèce, en violation flagrante de toutes les règles de séparation entre la religion et la politique.

Le CSAIG invite l'Union Nationale ainsi que toute autre organisation ou personne physique tentées par une telle aventure aux conséquences éventuellement dangereuses à s'abstenir ici et maintenant d'interférer dans la gestion des affaires islamiques du Gabon, sous quelque fallacieux prétexte que ce soit, les musulmans étant eux-mêmes capables de régler les problèmes qui se posent à eux dans le cadre des instruments de la communauté.

Fait à Libreville, le 09 Décembre 2021
Pour le CSAIG par le Secrétaire Général